Chapitre 10 - Les différentes formes d'entreprises : l'entreprise individuelle et la société commerciale

Notions :

- Le contrat de société.
- L'*affectio societatis*.
- L'apport.
- La limitation de responsabilité aux apports.
- La société coopérative (SCOP).

1. Les différents statuts juridiques

Structure juridique	Nombre d'associés	Étendue de la responsabilité	Direction et décision
Entreprise individuelle	Entrepreneur individuel	Responsabilité limitée à hauteur de son patrimoine professionnel.	L'entrepreneur individuel prend seul les décisions
EURL Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (SARL unipersonnelle)	1 seul	Responsabilité limitée au montant des apports	L'EURL est dirigée par un gérant. S'il n'est l'associé unique, ce dernier peut limiter les pouvoirs du gérant
SARL Société à responsabilité limitée	2 à 100	Responsabilité limitée au montant des apports	La SARL peut être dirigée par un ou plusieurs gérants, minoritaire(s) ou majoritaire(s) qui prennent les décisions de gestion courante
SA Société anonyme	2 associés minimum dans les sociétés non cotées	Responsabilité limitée au montant des apports	La SA est dirigée par le président du conseil d'administration ou du conseil de surveillance et les décisions sont prises par le président et/ou par le directeur général
SAS Société par actions simplifiée	2 minimum (sauf 1 pour SASU)	Responsabilité limitée au montant des apports	Un président doit être nommé mais les associés déterminent librement dans les statuts, les modalités d'adoption des décisions
SNC Société en nom collectif	2 minimum	Responsabilité indéfinie et solidaire sur les biens personnels	La SNC peut être dirigée par un ou plusieurs gérants, minoritaire(s) ou majoritaire(s) qui prennent les décisions de gestion courante

Non présent dans le tableau comparatif, la micro-entreprise.

La microentreprise (qui remplace la notion d'auto-entrepreneuriat) est un régime simplifié et particulier d'entreprise individuelle. Ce régime permet de bénéficier des simplifications suivantes :

- au niveau des obligations comptables, le micro-entrepreneur n'a pas à établir de comptes annuels.
- au niveau de l'imposition des bénéfices, l'impôt est calculé forfaitairement sur le bénéfice réalisé. Un abattement forfaitaire pour frais et charges est appliqué sur le montant des recettes encaissées pour déterminer le bénéfice imposable.

Le statut de micro-entrepreneur permet de bénéficier d'un régime simplifié de calcul et de paiement des cotisations sociales obligatoires (par exemple, 21,2 % pour les prestations de services commerciales et artisanales).

De plus, les ventes sont exonérées de TVA (sans dépasser un seuil du CA), ce qui favorise l'activité du microentrepreneur.

2. Focus sur différents points

2.1. Entreprise individuelle

Jusqu'en 2022, selon le droit en vigueur, **l'entreprise individuelle n'avait pas de personnalité morale**. Cela signifiait qu'elle n'existait pas juridiquement de manière distincte de son créateur. Autrement dit, **l'entrepreneur et son entreprise ne faisaient qu'un**, aussi bien sur le plan juridique que patrimonial : les **biens personnels** (voiture, maison, comptes privés, etc.) et les **biens professionnels** (matériel, stock, local, etc.) appartenaient au **même patrimoine**.

Ce principe est appelé **l'unicité du patrimoine**. En pratique, cela voulait dire que **les créanciers professionnels** (banques, fournisseurs, administration fiscale...) pouvaient se faire rembourser **sur tous les biens de l'entrepreneur**, y compris ses biens personnels, en cas de difficultés financières de l'entreprise. On disait alors que **l'entrepreneur individuel avait une responsabilité illimitée**. Cette situation faisait peser un **risque important sur son patrimoine personnel et celui de sa famille**, ce qui pouvait décourager la création d'entreprises.

Pour limiter ce risque, **le législateur a progressivement mis en place l'insaisissabilité des biens immobiliers :**

- **La résidence principale** de l'entrepreneur individuel est devenue **automatiquement insaisissable** : les créanciers professionnels ne peuvent plus la saisir, sans qu'aucune démarche ne soit nécessaire.
- Pour **les autres biens immobiliers** (par exemple un garage, une maison de vacances, etc.), l'entrepreneur pouvait faire une **déclaration d'insaisissabilité devant notaire**. Cette protection ne concernait que les **biens non utilisés à des fins professionnelles**.

2.2. Les éléments constitutifs du contrat de société

Le contrat de société (SA, SARL, EURL, SNC, SAS...) doit répondre aux conditions de validité des contrats.

- **L'affectio societatis**

L'*affectio societatis* est un élément fondamental du contrat de société. Il se traduit par la volonté qu'ont les associés de collaborer de façon effective à l'exploitation, dans un intérêt commun et sur un pied d'égalité. Il ne peut exister de lien de subordination entre associés.

- La mise en commun d'apports

Les associés peuvent effectuer différents types d'apports nécessaires à l'exploitation de l'entreprise :

– les apports en numéraire ;

– les apports en nature pouvant être évalués pécuniairement et cédés ;

– les apports en industrie qui correspondent à la mise à disposition de la société par un associé de ses connaissances techniques, de son travail ou de ses services. Ces parts ne sont ni cessibles ni transmissibles.

- La nécessaire participation aux bénéfices et aux pertes

La règle imposée du code de commerce est que chaque associé doit détenir un nombre de parts proportionnel à sa participation dans le capital.

En revanche, la proportionnalité n'est pas imposée pour le partage du bénéfice. La liberté contractuelle permet un partage inégal des bénéfices entre associés. Cependant, il est interdit de :

- **D'exclure un associé des bénéfices**
- **De supporter les pertes à un seul associé.**

3. La société coopérative (SCOP).

Les coopératives sont des entreprises particulières, fondées sur des valeurs de solidarité, de démocratie et d'utilité collective. Leur objectif principal n'est pas la maximisation du profit, mais la satisfaction des besoins de leurs membres ou de l'intérêt général. Contrairement aux sociétés classiques, elles fonctionnent selon le principe « **une personne = une voix** », ce qui garantit une gouvernance démocratique où chaque associé dispose du même poids dans les décisions, quel que soit le montant de son apport.

On distingue notamment les **SCOP** (Sociétés Coopératives et Participatives) et les **SCIC** (Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif). Dans une SCOP, les salariés sont majoritaires au capital et participent activement à la gestion de l'entreprise. Les bénéfices sont en partie redistribués sous forme de participation salariale, mais une part importante est réinvestie dans l'entreprise, notamment sous forme de réserves. Les SCOP peuvent adopter les formes juridiques classiques de société (SARL, SAS, SA) et sont soumises à l'impôt sur les sociétés, avec toutefois des exonérations partielles en cas de réinvestissement des résultats.

La SCIC, quant à elle, réunit plusieurs types de parties prenantes (salariés, usagers, collectivités locales, bénévoles...) dans un objectif d'intérêt collectif, souvent d'ordre social ou territorial. La gouvernance repose sur des collèges représentatifs de ces différents acteurs. Elle peut bénéficier de l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale » (ESUS) et donc accéder à certains financements spécifiques.

Les coopératives offrent de réels avantages en termes d'implication des membres, de stabilité économique, et de reconnaissance dans l'économie sociale et solidaire. Toutefois, leur fonctionnement collectif peut ralentir la prise de décision, et leur faible capacité à rémunérer le capital limite parfois leur attractivité pour les investisseurs.